



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-21 du 16 septembre 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Un décret présidentiel précise les critères de mise en œuvre du contrôle des investissements entrants aux États-Unis
2. Le Congrès vote en Commission une proposition pour renforcer l'aide américaine à Taïwan
3. Le Département du Commerce propose de premières restrictions sur l'exportation de technologies « émergentes et fondamentales »
4. Le Département du Trésor publie des lignes directrices préliminaires sur la mise en œuvre du plafond de prix pour l'achat de pétrole russe

Climat – énergie – environnement

5. Décret présidentiel sur la mise en œuvre de la Loi sur la réduction de l'inflation (IRA)

Transport et infrastructure

6. L'appel à la grève lancé par les syndicats du rail a été levé

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. En réponse au succès de son programme de partenariats pour des projets agricoles intelligents sur le plan climatique, l'USDA triple le financement fédéral, à 3,5 Mds\$

Numérique et innovation

8. Publication de six principes visant à renforcer la concurrence et la responsabilité des plateformes technologiques par la Maison Blanche
9. Publication du premier rapport du Special Competitive Studies Project
10. Audiences sénatoriales sur les sujets numériques
11. L'avocat général de Californie attaque Amazon en justice pour pratiques anticoncurrentielles sur sa place de marché

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Un décret présidentiel précise les critères de mise en œuvre du contrôle des investissements entrants aux États-Unis

Le décret [publié](#) le 15 septembre ajoute cinq critères que le Comité sur les investissements étrangers aux États-Unis (CFIUS) devra désormais prendre en compte lors de l'examen d'une opération : (i) l'effet d'un investissement sur la résilience des chaînes d'approvisionnement critiques aux États-Unis et (ii) sur l'avance technologique américaine dans des secteurs touchant à sa sécurité nationale (tels que la microélectronique, l'intelligence artificielle ou les biotechnologies), (iii) les risques d'une opération au regard d'acquisitions ou d'investissements multiples dans un même secteur, (iv) les risques posés en matière de cybersécurité et (v) en matière d'accès aux données personnelles.

2. Le Congrès vote en Commission une proposition pour renforcer l'aide américaine à Taïwan

La Commission des affaires étrangères du Sénat a [adopté](#) (17-5) le 14 septembre la proposition « *Taiwan Policy Act* » introduite par le sénateur démocrate Bob Menendez, président de la Commission. Sur le plan commercial, le texte exprime l'avis du Congrès (« *sense of Congress* ») selon lequel les États-Unis devraient conclure un accord commercial avec Taïwan et inclure le pays dans le cadre économique indopacifique (IPEF). Le texte propose également des sanctions contre la Chine en cas d'escalade contre Taïwan.

La proposition prévoit en outre l'octroi d'une aide militaire à Taïwan à hauteur de 4,5 Md\$ jusqu'en 2027 et propose de renommer le « Bureau de représentation économique et culturelle de Taipei » en « Bureau de représentation de Taïwan ».

3. Le Département du Commerce propose de premières restrictions sur l'exportation de technologies « émergentes et fondamentales »

Le Bureau de l'Industrie et de la Sécurité (BIS), en charge du contrôle-export au Département du Commerce (DoC), a [publié](#) le 12 septembre un appel à commentaires sur la possible soumission des synthétiseurs de peptides automatisés (« *automated peptide synthesizers* ») aux règles de contrôle-export américaines, au regard de leur possible utilisation pour la production d'armes chimiques.

Cette publication s'inscrit dans le cadre d'un travail d'identification des technologies dites « émergentes et fondamentales », requis par la

section 1758 de la [réforme ECRA](#) (*Export Control Reform Act*) votée en 2018 par le Congrès. Elle fait suite à la [publication](#) en mai 2022 d'une proposition de règlement pour qualifier ces « Technologies de la Section 1758 » de l'ECRA, sans en donner une définition fermée.

4. Le Département du Trésor publie des lignes directrices préliminaires sur la mise en œuvre du plafond de prix pour l'achat de pétrole russe

Le G7 a [signalé](#) le 2 septembre son intention politique de mettre en œuvre une interdiction de fourniture de services pour le transport maritime de pétrole russe à l'échelle mondiale, à moins que ce pétrole ne soit acheté en-dessous d'un prix plafond, défini par la coalition.

Les lignes directrices [publiées](#) le 9 septembre par le Département du Trésor indiquent que les acteurs fournissant ces services devront être en mesure de prouver que le pétrole a été acheté sous le prix plafond, au moyen d'un document attestant du prix d'achat ou en faisant signer une attestation dans laquelle leur client s'engage à ne pas violer le mécanisme de plafonnement. Pour la fixation du prix plafond, les lignes directrices renvoient au résultat des discussions entre les pays participants au mécanisme.

Le Secrétaire adjoint au Trésor, W. Adeyemo, a précisé à l'occasion d'une [intervention](#) devant la Brookings Institution que le prix serait fixé à un niveau supérieur au coût marginal de production russe, afin de préserver les incitations pour la Russie à continuer à vendre son pétrole.

Brèves

- La représentante américaine au commerce K. Tai et le Vice-président de la Commission européenne V. Dombrovskis ont [convenu](#) le 14 septembre en marge du G7 en Allemagne de « poursuivre les discussions sur les crédits d'impôts aux véhicules électriques dans l'*Inflation Reduction Act* (IRA) ».
- Les États-Unis et le Mexique ont [annoncé](#) le 12 septembre leur volonté de coopérer pour attirer sur leur territoire les chaînes de valeur des semi-conducteurs. G. Raimondo a suggéré que les crédits d'impôts pour les véhicules électriques contenus dans l'IRA pourraient favoriser cet effort bilatéral.
- Les États-Unis (Départements d'État et du Trésor) ont [annoncé](#) le 14 septembre la mise en place d'un Fonds pour le peuple afghan visant à préserver et organiser une distribution ciblée des 3,5 Md\$ d'avoirs de la Banque centrale d'Afghanistan gelés aux États-Unis.

- Le Département du Trésor a [sanctionné](#) le 14 septembre dix individus et deux entités affiliés aux Gardiens de la Révolution en Iran pour des activités de cybercriminalité.
- Le Département du Trésor a [sanctionné](#) le 15 septembre plusieurs individus pour leurs activités liées à la guerre en Ukraine et interdit la fourniture de services d'informatique quantique à toute personne située en Russie.

Climat- Énergie - Environnement

5. Décret présidentiel sur la mise en œuvre de la Loi sur la réduction de l'inflation (IRA)

Le Président Biden a établi par [décret](#) les priorités de son administration pour l'application des mesures de l'*Inflation Reduction Act*. Le Président rappelle les dispositions historiques en matière d'énergie et d'infrastructure de cette loi, qui permettra de renforcer le leadership mondial des États-Unis en matière d'innovation, de fabrication et de déploiement d'énergies propres.

Il retient les 9 priorités suivantes: (1) investir les fonds publics de manière efficace afin obtenir des résultats mesurables et démontrables; (2) réaliser des progrès en vue d'atteindre les objectifs climatiques des États-Unis; (3) faire progresser la justice environnementale et climatique; (4) promouvoir les énergies propres; (5) accroître la compétitivité de l'économie américaine, notamment en renforçant les chaînes d'approvisionnement nationales; (6) accroître les possibilités d'emplois pour les travailleurs américains, en mettant l'accent sur les normes de travail élevées et la possibilité libre et équitable d'adhérer à un syndicat; (7) réduire les coûts énergétiques; (8) accélérer l'innovation en l'orientant vers la réalisation de percées dans le domaine des énergies propres et des technologies climatiques; (9) coordonner efficacement les actions fédérales avec les gouvernements des États et des collectivités locales, ainsi qu'avec les parties prenantes du secteur privé et les organisations non gouvernementales.

La *National Climate Task force*, mise en place en début de mandat, est chargée d'assurer la coordination entre les différentes entités fédérales. Le Président annonce enfin la création d'un Bureau sur l'innovation et la mise en œuvre des énergies propres (*Office on Clean Energy Innovation and*

Implementation) au sein de la Maison Blanche. Ce bureau coordonnera le processus d'élaboration des politiques concernant la mise en œuvre des dispositions de l'*Inflation Reduction Act*.

Brèves :

- La Maison Blanche [annonce](#) de nouvelles actions dans le cadre des achats fédéraux, sous le label [Federal Buy Clean Initiative](#), afin d'encourager le développement de matériaux de construction à faible émission de carbone fabriqués aux États-Unis. L'initiative vise à garantir que les financements du gouvernement fédéral améliorent la compétitivité des États-Unis et renforcent la sécurité nationale. La Maison Blanche souligne que le gouvernement fédéral est le plus grand acheteur direct au monde et un important bailleur de fonds pour les infrastructures.
- Le Président Biden [déclare](#) que l'indice des prix à la consommation en septembre montre de nouveaux progrès dans la réduction de l'inflation et souligne que le prix de l'essence a baissé en moyenne de \$1,30 le gallon depuis le début de l'été (soit environ 0,35 €/L).
- L'EIA [rapporte](#) qu'il y a aujourd'hui plus d'installations de forage de gaz naturel en activité aux États-Unis qu'avant la pandémie. L'EIA reprend les informations de Baker Hughes et indique que 166 appareils de forage de gaz naturel sont en activité aux États-Unis, soit 54 de plus qu'au début de la pandémie. Comme les activités de forage augmentent, l'EIA s'attend à une augmentation de la production américaine de gaz. Selon l'EIA, la production de gaz naturel aux États-Unis pourrait atteindre 2,85 milliards de mètres cubes par jour en décembre 2023, contre 2,76 milliards de mètres cubes par jour en août 2022.

Transport et Infrastructure

6. L'appel à la grève lancé par les syndicats du rail a été levé

Un appel à la grève avait été lancé par les syndicats du rail aux États-Unis. Les discussions achoppaient notamment sur les jours de congé maladie et la prise en compte des contraintes familiales dans les plannings des salariés. Dix syndicats sur douze, représentant 49 000 salariés avaient signé un accord avec le patronat, mais les deux syndicats de conducteurs représentant 60 000 salariés n'étaient parvenus à aucun compromis à l'issue d'une négociation engagée il y a trois ans.

L'absence d'accord complet avant jeudi soir menaçait de faire basculer l'ensemble du secteur dans la grève, voire de s'étendre au réseau maritime. Une paralysie des chemins de fer aurait risqué de bloquer l'économie américaine, où environ un quart du fret long distance est transporté par rail. Selon l'Association of American Railroads, une mise à l'arrêt du trafic ferroviaire aurait pu coûter quelque 2 Md\$ par jour à l'économie américaine.

Un accord de principe est finalement intervenu après une intense session de négociations de 20 heures entre patronat et syndicats conduite par l'administration. Salué par une [déclaration de la Maison Blanche](#) comme un succès pour les travailleurs du rail comme pour les entreprises ferroviaires, cet accord porte sur les salaires et les conditions de travail. Il prévoit ainsi une hausse des salaires de 24 % sur cinq ans, dont 14,1 % immédiatement pour rattraper le gel de ces dernières années ainsi qu'un bonus de 5 000 \$. L'accord ouvrirait également aux salariés du secteur la possibilité de prendre un jour supplémentaire de congé payé par an et des facilités accrues afin d'assister à des rendez-vous médicaux ou de prendre du temps personnel sans pénalités.

Il s'agit d'un accord préliminaire, qui devra être soumis au vote des adhérents des syndicats concernés, à travers des consultations dont l'organisation devrait s'étaler sur plusieurs semaines.

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. En réponse au succès de son programme de partenariats pour des projets agricoles intelligents sur le plan climatique, l'USDA triple le financement fédéral, à 3,5 Md\$

L'USDA a [annoncé](#) le 14 septembre le financement à hauteur de 2,8 Md\$ de [70 projets](#) retenus dans le cadre du programme *Partnerships for Climate-Smart Commodities* lancé en février dernier. Ce programme, initié par Tom Vilsack, vise à répondre au défi de la contribution et de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique par une approche incitative, participative, fondée sur l'innovation et l'adoption de pratiques intelligentes sur le plan climatique et que le marché pourra et devra rémunérer.

L'annonce de l'USDA concerne la première tranche du programme, qui visait les projets pilotes les plus importants, ceux demandant un cofinancement compris entre 5 M\$ et 100 M\$. La décision sur les projets de la seconde tranche du programme (0,25 M\$ à 5 M\$) sera prise d'ici la fin de l'année pour un budget de cofinancement fédéral fixé à 700 M\$. Au total, ce sont donc 3,5 Md\$ qui seront mobilisés alors que l'enveloppe avait été fixée initialement à 1 Md\$ et que les projets soumis à

l'USDA représentaient une demande de financement de 20 Md\$.

Les projets retenus couvrent tous les types de productions agricoles (grandes cultures, cultures spécialisées, production laitière et élevage). Ils devraient toucher plus de 50 000 agriculteurs présents dans les 50 États et Porto Rico, mobiliser jusqu'à 10 Mha et permettre de séquestrer l'équivalent de 50 MT de CO₂ au cours de la période de financement, soit au maximum 5 ans. Ces 70 projets permettront de fournir une assistance technique et financière aux producteurs pour qu'ils mettent en œuvre des pratiques de production respectueuses du climat sur une base volontaire sur les terres exploitées; piloter des méthodes innovantes et rentables pour la quantification, le suivi, le rapport et la vérification des avantages en matière de gaz à effet de serre; développer des marchés et promouvoir les produits de base respectueux du climat qui en résultent. Ce dernier objectif est tout à fait essentiel dans la démarche américaine et justifie d'ailleurs le recours aux fonds de la *Commodity Credit Corporation* (CCC). En effet la CCC exige que les fonds soient utilisés « pour l'expansion des marchés des produits de base américains et la promotion des exportations américaines » et le ministère a déclaré

que le programme était conforme à cette exigence puisqu'il cherche à promouvoir le développement et la commercialisation de produits de base intelligents sur le plan climatique qui peuvent obtenir une prime sur le marché.

Le lien entre cette politique et le marché est exprimé avec clarté par Tom Vilsack qui déclare dans le communiqué de presse de l'USDA : « Il existe un intérêt fort et croissant dans le secteur privé et parmi les consommateurs pour les aliments cultivés de manière respectueuse du climat. En annonçant aujourd'hui les premières sélections pour les Partenariats pour les produits de base

intelligents face au climat, l'USDA tient sa promesse de créer et d'élargir les débouchés pour l'agriculture américaine et lui permettre d'être un leader mondial dans la production agricole intelligente face au climat. Cet effort permettra d'accroître l'avantage concurrentiel de l'agriculture américaine tant sur le plan national qu'international, de créer des richesses qui resteront dans les communautés rurales et de soutenir un large éventail de producteurs et de types d'exploitation ».

Numérique et Innovation

8. Publication de six principes visant à renforcer la concurrence et la responsabilité des plateformes technologiques par la Maison Blanche

Le 8 septembre, à l'issue d'une réunion avec des experts sur les dommages causés par les plateformes technologiques, la Maison Blanche a publié une liste de [six principes](#) visant à renforcer la concurrence et la responsabilité des plateformes technologiques : (i) promouvoir la concurrence dans le secteur technologique par des règles de conduite claires garantissant que les petites et moyennes entreprises et les entrepreneurs peuvent rivaliser sur un pied d'égalité avec les grandes entreprises numériques ; (ii) fournir des protections fédérales solides pour la vie privée des Américains, par la mise en place de limites claires à la capacité de collecter, d'utiliser, de transférer et de conserver les données personnelles, notamment en limitant la publicité ciblée ; (iii) protéger les enfants, en mettant en place des protections de leur vie privée et de leur sécurité en ligne plus solides ; (iv) supprimer les protections juridiques spéciales pour les plateformes technologiques par une réforme fondamentale de la section 230 du *Communications Decency Act*, qui prévoit que les plateformes ne sont pas responsables du contenu publié par des tiers ; (v) augmenter la transparence des algorithmes et des décisions de modération des contenus ; (vi) Empêcher la prise de décision algorithmique discriminatoire par la mise en place de protections garantissant que les algorithmes ne discriminent pas les groupes protégés, par exemple en ne partageant pas les opportunités de manière égale, en exposant de manière discriminatoire les

communautés vulnérables à des produits à risque, ou par une surveillance persistante. La Maison Blanche a en outre déclaré que l'Administration continuerait à travailler avec le Congrès et les parties prenantes pour faire des progrès bipartisans sur ces questions, rappelant que le président Biden a longtemps appelé à des réformes législatives fondamentales pour résoudre ces problèmes.

9. Publication du premier rapport du Special Competitive Studies Project

Le 12 septembre, le Special Competitive Studies Project (SCSP), présidé par l'ancien PDG de Google, Eric Schmidt, a publié son premier [rapport](#) intitulé « Mid-Decade Challenges to National Competitiveness ». Le rapport soutient que les États-Unis sont dans une concurrence technologique féroce avec la Chine, qui façonne l'avenir de la géopolitique et la compétition entre démocraties et autocraties. Selon le rapport, « la Chine est le principal adversaire idéologique des États-Unis, son plus grand concurrent économique, son pair technologique le plus capable et son rival militaire le plus menaçant. La technologie est au cœur de toutes les dimensions de cette compétition ». Le message du rapport est clair : les États-Unis pourraient perdre la concurrence si des mesures fortes ne sont pas prises dans un large éventail de domaines de politique publique pour investir dans les avantages technologiques américains, renforcer sa base techno-industrielle et déployer des technologies disruptives de manière démocratique et responsable. Le SCSP est issu de la National Security Commission on Artificial Intelligence (NSCAI) mandatée par le Congrès. La mission du projet est de faire des recommandations pour renforcer la compétitivité à long terme des États-Unis pour un avenir où l'intelligence

artificielle et d'autres technologies émergentes remodelent la sécurité nationale, l'économie et la société.

10. Audiences sénatoriales sur les sujets numériques

Le 13 septembre, Peiter 'Mudge' Zatkó, lanceur d'alerte de Twitter et son ancien chef de la sécurité, a témoigné devant la commission judiciaire du Sénat dans le cadre d'une audience sur les pratiques de sécurisation des données de Twitter. Selon lui, le manque de contrôles de sécurité internes de Twitter était tel que l'entreprise était incapable de détecter les agents des services de renseignement étrangers qui s'étaient infiltrés dans l'entreprise. Les premières questions des sénateurs Dick Durbin (D-IL) et Chuck Grassley (R-IA) se sont rapidement concentrées sur les affirmations selon lesquelles Twitter faisait face à de nombreuses menaces internes, notamment de la part d'employés du gouvernement indien. P. Zatkó a déclaré que le gouvernement indien n'était pas le seul gouvernement national à infiltrer l'entreprise. Au moins un espion chinois a été employé par Twitter, mais la mesure dans laquelle l'entreprise a été compromise n'a pas pu être connue. Zatkó a également réitéré les affirmations faites dans sa divulgation à la SEC, alléguant qu'un manque de journalisation des accès dans les systèmes internes de l'entreprise signifiait qu'il était effectivement impossible de voir quelles données avaient été consultées par un employé spécifique. L'audience de la commission judiciaire a marqué la première apparition publique de P. Zatkó depuis que sa divulgation a été déposée auprès de la SEC en juillet et rapportée par CNN et le Washington Post en août. Outre l'infiltration par des représentants de services de renseignement étrangers, P. Zatkó a allégué de nombreuses failles de sécurité au sein de Twitter, y compris des contrôles d'accès laxistes qui ont donné à environ la moitié des 10 000 employés de Twitter la possibilité d'afficher des données utilisateurs potentiellement sensibles. Le 14 septembre, des cadres dirigeants des équipes « produits » de Meta, TikTok, YouTube et Twitter ont témoigné devant la commission sénatoriale de la sécurité intérieure, défendant leurs plateformes et leurs échecs respectifs en matière de sécurité, de confidentialité et de modération ces dernières années. Les questions se sont concentrées sur le nombre d'employés que ces entreprises allouent à leurs services de sécurité et de modération des contenus, ainsi que sur leurs efforts de modération en dehors de la langue anglaise, et sur les liens entre TikTok et le gouvernement chinois. Les réponses à ces questions ayant été vagues, les sénateurs se

sont montrés frustrés par le fait que les auditionnés n'étaient pas mieux préparés à parler des détails de leur processus de développement de produit et à donner des chiffres précis.

11. L'avocat général de Californie attaque Amazon en justice pour pratique anticoncurrentielle sur sa place de marché

Rob Bonta, l'avocat général de l'État de Californie, [a annoncé](#) avoir déposé une requête devant la Cour supérieure de San Francisco (San Francisco Superior Court) mercredi 14 septembre pour faire cesser les pratiques anticoncurrentielles du géant de Seattle sur sa place de marché. Amazon aurait mis en place, grâce à sa position dominante et son statut de portier (*gatekeeper*), un cercle vicieux trompeur ayant annihilé toute concurrence sur les prix et ayant abouti à faire payer des prix supérieurs aux Californiens que ceux qu'ils auraient payés en situation de libre concurrence. Sachant que la présence sur Amazon est indispensable pour un commerçant en ligne – 25 millions d'abonnés Prime en Californie qui se tournent à 96 % vers Amazon pour leurs achats en ligne ou à 74 % tout confondu avec 50 % des marchands qui y font entre 80 % et 100 % de leur chiffre d'affaires –, la firme leur impose contractuellement de ne pas vendre moins cher sur d'autres plateformes (Walmart, Target ou Ebay...) ou même sur leur propre site Internet. En cas de non respect de cette clause, Amazon peut les sanctionner – pénalités, chute de leur référencement, perte de la « Buy Box » par laquelle transitent 83 % des achats, voire suspension ou exclusion. Amazon facture en outre des frais supérieurs aux autres places de marché que les marchands répercutent aux consommateurs. L'avocat général, qui fonde son action à la fois sur la protection du droit de la consommation et sur le droit de la concurrence californien réclame la cessation de ces pratiques, l'octroi de dommages et intérêts aux consommateurs lésés, le remboursement des revenus indus et des pénalités pour dissuader leur perpétuation. Rob Bonta, a présenté l'affaire, qui a nécessité plusieurs années d'enquête, comme historique pour la protection des consommateurs Californiens. Malgré le rejet par une cour de Washington DC d'une requête similaire en mars 2022 pour défaut de preuve, cette action pourrait être rapidement reprise au niveau d'autres États voire au niveau fédéral par la FTC. Amazon conteste cette analyse et espère son rejet rapide, dans une note adressée au *Los Angeles Times*.

Brèves

- Le 15 septembre, Adobe, entreprise cotée leader dans le domaine des logiciels graphiques et de montage vidéo, a [annoncé](#) avoir conclu un accord de fusion définitif pour acquérir Figma, une plateforme de conception collaborative fondée en 2012, pour environ 20 Md\$ en espèces et en actions.
- Dans un [article](#) du Washington Post du 14 septembre, certains développeurs d'applications de réalité virtuelle se plaignent que Meta impose des exigences trop strictes pour intégrer leurs applications dans son magasin d'applications, craignent que la frénésie d'acquisition de Meta sur le marché et le débauchage des meilleurs talents ne limitent la concurrence et s'inquiètent de la capacité de Meta à collecter des données sur les applications les plus populaires de son magasin d'applications, pour ensuite publier ses propres programmes concurrents.
- Dans un [rapport](#) du 13 septembre, le Government Accountability Office, équivalent de la Cour des Comptes en France, recommande que le Congrès envisage une législation complète sur la confidentialité sur Internet qui renforcerait la protection des consommateurs.
- Le 13 septembre, huit sénateurs républicains coordonnés par Steve Daines (R-Mont.) ont envoyé une lettre aux responsables de TikTok, YouTube, Instagram et Snap demandant plus d'informations sur les mesures que ces entreprises prennent pour protéger les enfants et pour lutter contre la vente illégale de drogues sur leurs plateformes.
- Le 9 septembre, Amazon a annoncé l'acquisition de la société belge D. Cloostermans-Huwaert NV, qui conçoit une technologie pour gérer les opérations des robots dans les entrepôts. Les termes de l'acquisition n'ont pas été publiés, mais Amazon a déclaré qu'elle avait l'intention d'utiliser la technologie pour aider les robots à travailler aux côtés de ses employés d'entrepôt.
- Par un mémo interne obtenu par CNN, la VP ingénieure de Twitter a informé ses équipes que le 5 septembre (*Labor Day*), leur serveur de Sacramento a été rendu indisponible en raison du record de chaleur de 47°C. Si aucune interruption de service n'a eu lieu en raison du relai pris par leurs serveurs de Portland et d'Atlanta, cet incident vient appuyer les risques mis en lumière par le lanceur d'alerte P. Zatkó.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

S'Inscrire